COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 03 au 09 Mars 2018

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I. COI et ses projets

1.1 Changement Climatique 3
- La bataille pour le climat : la cohérence d'une action

1.2 Coopération 7
- Volontariat de solidarité internationale : La jeunesse réunionnaise vecteur de coopération régionale

1.3 Énergie Renouvelable 8
- Journées de l'énergie : Sensibiliser la jeunesse sur les bons gestes
- Voix de l'écologie : « le déchet ne se ramasse pas et le meilleur déchet est celui qui n'est pas produit »

1.4 Pêche 10
- Grand Forum sur l'économie bleue organisé par la COI

II. Centres d'intérêts

1.1 Biodiversité Marine..... 11
- Assomption Island: Importance for biodiversity
- Faunes endémiques Les braconniers déciment les lémuriens

1.2 Biodiversité Marine..... 16
- Les Seychelles créent une réserve marine de la taille de la Grande-Bretagne

1.3 Pêche 18
- Accord de pêche scellé avec l'UE
- Accord de pêche / 10 villages s'impliquent

1.4 Tourisme 20
- Fashion Tour pour impulser le tourisme aux Comores

Témoignages

05 Mars 2018

https://www.temoignages.re/developpement/changement-climatique/la-bataille-pour-le-climat-la-coherence-d-une-action,92539

La bataille pour le climat : la cohérence d'une action - 5 mars 2018 : hommage à Paul Vergès

Le 7 décembre 2009, 20 médias représentant la presse mondiale étaient invités dans la salle de la séance d'ouverture de la Conférence internationale de Copenhague sur le climat (COP15). Votre journal « Témoignages » en faisait partie. Fondé en 1944, pour prendre la « défense des sans défense », il était présent à l'endroit où se débattait l'avenir du monde. Nos lecteurs en ont été informés quotidiennement. Cet épisode exceptionnel s'inscrit dans une ligne politique suivie depuis toujours par les communistes Réunionnais. La protection de la biodiversité et la lutte contre le changement climatique amènent à imaginer une nouvelle civilisation qui remet en cause notre enfermement dans un cadre normatif obsolète. Cette tâche est difficile, urgente et collective. Raison supplémentaire de ne pas nous laisser distraire par les divagations médiatiques et dérives politiciennes, totalement hors sujet. Nous avons profité de la célébration de l'anniversaire de Paul Vergès, le 5 mars, pour vous exposer la cohérence d'une action, au cœur du projet du Parti Communiste Réunionnais.



Délégation réunionnaise conduite par Paul Vergès et Elie Hoarau reçue par le président du GIEC et Jean Jouzel lors de la COP15 à Copenhague, en 2009.

La Réunion est une île tropicale. Son caractère montagneux accentue encore la force des éléments quand le vent et la pluie apportés par les cyclones viennent s'abattre sur elle. Comme toutes les îles tropicales, La Réunion est en première ligne pour observer les effets du changement climatique. Les coraux sont déjà malades, et la montée du niveau de la mer menace la zone la plus peuplée. Mais bien avant que ses effets puissent être mesurables, des politiques publiques étaient déjà mises en œuvre. Elles sont la conséquence d'une cohérence idéologique fondée sur des analyses et des actions, portées par des communistes Réunionnais, partagées ensuite par un plus large public.

Atténuer la hausse de la température, c'est possible

Au début des années 1970, le changement climatique n'était pas encore un sujet développé dans les médias. La prise de conscience de la dégradation de l'environnement causée par les excès du capitalisme était naissante. À La Réunion, les communistes ont été les chefs de file de la conscientisation. Elle s'est traduite dès que des dirigeants du PCR accédèrent à des responsabilités électives. En 1971, la commune du Port, située sur une plaine de Galets, étaient la plus aride de La Réunion. Les conseillers communistes votèrent alors un plan d'urbanisme qui continue aujourd'hui de produire ses effets. Des quartiers et des artères ont été construits en tenant compte de la ventilation naturelle. La population pauvre, issue des bidonvilles, a été intégrée au centre de la ville et non rejetée à la périphérie. Ainsi, les habitants pouvaient bénéficier du maximum de services dans la proximité, rendant inutile l'usage intempestif de transport automobile. À cela s'ajoutait la plantation de 500.000 arbres et la construction de collines artificielles pour faciliter évaporation, ventilation et condensation. L'objectif était d'atténuer la hausse de température de 3 degrés. Le Port est devenu la ville où la superficie des espaces verts par habitant est la plus élevée. En 1971, le retard de développement dont les problèmes sociaux et d'hygiène a été traité dans cette cohérence environnementale. Les visionnaires n'étaient que des élus qui savaient qu'ils allaient être jugés par l'histoire.

Les promesses des énergies renouvelables

À cette époque, La Réunion commençait à connaître le chômage de masse. C'était aussi le temps de l'intégration dans la Communauté européenne. Face à cette situation, le Parti communiste réunionnais a décidé de s'appuyer sur les énergies renouvelables pour développer le pays. Le « Plan de survie », publié en 1975, était le guide des actions du PCR. À plusieurs reprises, « Témoignages » fit connaître aux Réunionnais les progrès observés dans le monde dans ce domaine, notamment les promesses du soleil. À cette époque, avec la société EER, les Réunionnais étaient déjà autonomes en hydroélectricité. Les usines brûlaient la bagasse et les recherches avançaient sur la production du gaz à partir de la paille de cannes. Au lieu de développer des solutions naturelles, réunionnaises, EDF qui avait absorbé l'EER, importa du charbon et du pétrole, des sources de pollution et aussi des dépendances à des fournisseurs extérieurs. C'était une entorse à l'économie réunionnaise.

Climat : l'alerte lancée en 1996

Quand le monde s'est rassemblé à Rio en 1992 pour le premier Sommet de la Terre, le PCR avait déjà inscrit la protection de l'environnement et les énergies renouvelables dans sa ligne politique. Elie Hoarau avait d'ailleurs agi auprès du gouvernement pour que les députés des Outre-mer fassent partie de la délégation française. Il a été entendu et c'est ainsi qu'un communiste Réunionnais pouvait vérifier la justesse de nos convictions. Nos îles constituent en effet des réservoirs de biodiversité. La seconde étape fut la prise en compte du changement climatique dans cette ligne politique. En 1996, une campagne électorale pour une législative partielle implique la secrétaire d'État à la Francophonie. Cette présence donna à cette élection

une audience exceptionnelle que le PCR utilisa pour élever le niveau du débat. Paul Vergès et Philippe Berne saisirent cette opportunité pour alerter sur la menace du changement climatique. Cette prise de position a suscité alors de nombreuses moqueries. Mais un an plus tard, le Protocole de Kyoto était adopté. En 1998, l'accession à la présidence de Région de Paul Vergès allait donner des leviers pour l'application de la ligne politique du PCR. En 1999, l'objectif d'autonomie énergétique pour 2025 est fixé. Des outils sont créés : le PRERURE constitue la feuille de route pour les étapes vers une île sans émission de CO2. L'ARER a été créé pour piloter les actions concrètes et les expérimentations. Très vite,100 000 chauffe-eaux solaires ont été posés. L'expérience a été élargie aux toits des immeubles. Une politique de déplacement novatrice se met en place, prévoyant un aménagement autour de la reconstruction du chemin de fer. C'était le projet de tram-train fonctionnant à l'électricité. Le vélo n'est pas non plus oublié avec les premiers tronçons de la voie vélo régionale.

La voie de l'autonomie énergétique

Au Sénat, Paul Vergès place la France dans le peloton de tête des pays politiquement avancés. Il présente une proposition de loi faisant de la lutte contre le réchauffement climatique une priorité nationale. Elle est adoptée à l'unanimité. Nommé à la présidence de l'Observatoire national sur les effets du changement climatique, Paul Vergès remet alors chaque année un rapport contenant des recommandations pour les décideurs en termes d'adaptation au changement climatique. La Réunion est alors souvent citée en exemple pour ses réalisations dans les énergies renouvelables. Elle bénéficie également d'une reconnaissance allant au-delà des frontières de la République, avec la tenue à Saint-Denis en 2008 d'une Conférence internationale sur la biodiversité et la lutte contre le changement climatique.

Reconnaissance à la COP15

Cette reconnaissance s'est également traduite en décembre 2009 par la participation de trois élus réunionnais à la Conférence internationale sur le climat (COP15) au sein des délégations de l'Union européenne et de la France. Paul Vergès, Elie Hoarau et Gélita Hoarau furent reçus personnellement par le président du GIEC, qui salua les progrès accomplis par La Réunion. C'est également durant cette période que Jean Jouzel était venu à La Réunion. C'était en octobre 2009, le climatologue avait reçu en 2007 le Prix Nobel de la Paix remis au GIEC. Deux mois plus tard, il était à Copenhague pour accueillir la délégation réunionnaise aux côtés du président du GIEC.

La bataille continue

L'échec de la conférence de Copenhague et le changement de majorité à la Région n'allaient pas empêcher le PCR de continuer à militer pour œuvrer pour l'indispensable nouvelle civilisation qui permettra à la jeunesse de relever le défi du changement climatique. À Sainte-Suzanne, les actions impulsées par la municipalité ont permis d'arriver au résultat suivant : la production en énergies renouvelables sur le territoire est supérieure à la

consommation électrique des habitants. C'est le mot d'ordre de « ville à énergie positive ». En juin 2014, dans la perspective de la COP-21 organisée en 2015 à Paris, Paul Vergès réussit à obtenir le soutien de plusieurs groupes politiques du Sénat pour une résolution préconisant « une prise en compte des réalisations menées outre-mer en général et dans la zone Océan Indien en particulier, en matière de politique de maîtrise de la consommation d'énergie », invitant « le Gouvernement à faire preuve d'ambition et à porter à la connaissance des pays participant à cette conférence, les expérimentations réussies menées dans les outre-mer » et souhaitant « que les initiatives nécessaires soient prises par la France auprès de ses partenaires au sein de la Commission de l'océan Indien, pour que soit élaboré et proposé à la Conférence de Paris en 2015, un plan solidaire de développement durable pour la recherche, l'innovation et l'activité économique, sociale et culturelle, dans le respect des principes et des projets préconisés par le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et la préparation de la Conférence de Paris ». Alors que cette résolution avait été saluée par la Commission de l'océan Indien, le gouvernement de l'époque ne crut pas opportun de lui donner suite. Elle constitue pourtant une base d'union qui peut rassembler à La Réunion et dans notre voisinage.

C'est ce combat qu'il convient de continuer à mener, non seulement en hommage à Paul Vergès, mais parce qu'elle ouvre aux nouvelles générations des perspectives politiques et d'actions concrètes pour vivre dans un monde solidaire, ici comme ailleurs. Nous nous sauverons tous ensemble ou pas du tout.

COI et ses Projets

Coopération

04 Mars 2018

www.lemauricien.com/

Volontariat de solidarité internationale

La jeunesse réunionnaise, vecteur de coopération régionale

Améliorer la coopération régionale entre les îles soeurs, à travers le déploiement de jeunes volontaires dans les secteurs clés du pays. Tel est l'objectif de l'antenne réunionnaise de France volontaire implantée à La Réunion depuis 2003. Lors d'une rencontre à Ebène, la semaine dernière, les douze jeunes volontaires réunionnais ont défini leur rôle respectif dans chaque entreprise où ils ont été placés.



La jeunesse demeure une valeur sûre dans le développement de l'économie et des autres secteurs clés d'un pays. L'île sœur en est plus que consciente. Motivés d'apporter leur pierre à l'édifice, douze jeunes réunionnais âgés de 18 à 30 ans s'attellent à améliorer le partage de connaissances entre instances réunionnaises et mauriciennes. Que ce soit en *smart agriculture*, en coopération économique ou en gestion des déchets, ces derniers apprennent à travailler en parfaite symbiose avec leurs collègues mauriciens.

« Mon rôle est d'améliorer la coopération entre la croix rouge de Maurice et la Plate-forme d'Intervention Régionale Océan Indien (PIROI) dans la gestion des catastrophes dans les îles de l'océan indien, notamment un niveau du financement et la réalisation des projets, de la prévention ou du plaidoyer, entre autres. Le but étant aussi de développer la capacité de réponse de la Croix rouge de Maurice en cas de catastrophes », avance Murielle Chapelin, travaillant pour le programme Volontariat de solidarité internationale (VSI) VSI à la Croix-Rouge de Maurice. Accompagnée de dix autres VSI, vendredi, elle a discuté de son rôle au sein de cette entreprise.

En effet, depuis quelques années déjà, ce programme VSI propose des missions aux jeunes réunionnais dans les pays de la région d'Afrique australe et océan Indien. Encadrés et subventionnés, ces jeunes professionnels ont ainsi l'opportunité d'évoluer professionnellement à l'international ou d'être réinvestis au sein d'associations ou d'entreprises réunionnaises, mauriciennes, voire étrangères, indique-t-on du côté de la mission Coopération et relations internationales de l'île soeur.

Parmi les success-stories que compte ce programme figure Mickael Apaya, chargé de mission Energie & Environnement et coordinateur technique PNEE à Business Mauritius. Diplômé de l'école d'ingénieur EPF de Sceaux, Mickael Apaya a été VSI à l'association of Mauricien Manufacturers (AMM) de 2012 à 2015. Fort de son expertise en la matière de la gestion de l'énergie et des énergies renouvelables, il travaille désormais à Maurice. *« Un bel exemple de coopération entre les deux îles »*, soutient Grégory Martin, chargé de mission pour la Coopération et relations internationales.

« Nos deux îles collaborent sur plusieurs projets et il est donc essentiel d'encourager davantage cette collaboration », indique ce dernier. A noter que près de Rs 400 millions investies par l'Union européenne sont dédiées à ce programme d'engagement civique des jeunes dans la région.

Martine Hippolyte : « On essaie d'avancer selon l'état actuel du pays »

Martine Hippolyte, VSI depuis 2016, est à la Commission de l'océan Indien spécialisée sur la thématique gestion et valorisation des déchets dans les pays membres de la COI. *« Ma mission est principalement de leur apporter un appui dans ce domaine-là. Si la Réunion est un peu plus avancée, et que Maurice n'est pas loin derrière, aux Comores et Madagascar, il y a encore pas mal de choses à faire. En vérité, il y a beaucoup à faire partout. On essaie d'avancer selon l'état actuel du pays. Il est donc essentiel de mobiliser les gens pour qu'ils mettent en oeuvre ces actions-là. Si, du point de vue de la population, il faut cette sensibilisation et cette mobilisation pour le tri des déchets dangereux, du côté administratif il faut des démarches avec les gouvernement, les municipalités, les associations ou les entreprises privées »*, indique-t-elle. Diplômée ingénieur spécialisée en énergies environnementale, elle explique qu'il existe différents types de déchets, soit *« 8 filières de déchets des non dangereux, notamment papiers, cartons, pneumatiques, etc., aux déchets dangereux, dont les huiles usagées ou les batteries de voitures »*. Amenée à faire une deuxième année au sein de la COI, elle espère participer à l'amélioration de ce secteur à Maurice.

COI et ses Projets

Energie Renouvelable

Al-watwan
le premier journal des Comores

05 Mars 2018

https://alwatwan.net/societe/journées-de-l'énergie-sensibiliser-la-jeunesse-sur-les-bons-gestes.html

Journées de l'énergie : de bons gestes pour une efficacité énergétique

C'est vendredi dernier au Retaj que le vice-président en charge du ministère de l'Energie, Djaffar Ahmed Saïd Hassani, a procédé au coup d'envoi des journées de l'énergie consacrées aux bons gestes pour une meilleure efficacité énergétique et environnementale. Des ateliers créatifs et de recyclage, une conférence sous le thème de la gestion des déchets, les énergies, le changement climatique et l'écologie ainsi qu'un spectacle sont organisés au centre de création artistique et culturel des Comores-Mavuna pour sensibiliser, surtout la jeunesse comorienne, à l'écologie. Durant la cérémonie d'ouverture, le vice-président en charge du ministère de l'Energie a affirmé que l'Union des Comores se dote d'une stratégie nationale de production des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique à travers des projets qui misent sur les énergies renouvelables. *"Grâce au partenariat que nous avons avec la Commission de l'océan indien et l'Union européenne, nous avons lancé ce grand chantier. Des journalistes ont été dernièrement formés pour qu'ils puissent appréhender les enjeux de la transition énergétique. Nous avons lancé une campagne de sensibilisation pour l'adoption des bons gestes pour faire des économies énergétiques"*, a-t-il espéré.

Djaffar Ahmed Saïd Hassani a par ailleurs souhaité que les plus jeunes puissent participer à cette dynamique. C'est en ce sens, a-t-il poursuivi, que des démonstrations pédagogiques prendront le relai de la sensibilisation auprès des établissements scolaires après les ateliers et le spectacle culturel prévus durant ces trois journées consacrées à l'énergie.

Transition énergétique

"Sans nous rendre compte dans la vie de tous les jours, nous dépensons des ressources et gaspillons de l'argent à travers des petites et mauvaises habitudes. Or c'est à travers des actions de chaque citoyen que nous apporterons le changement à l'échelle du pays. C'est en transmettant des bons gestes aux familles et voisins qu'ensemble nous réussirons à nous développer et à nous adapter au monde en constante évolution.Cette démarche permettra une mobilisation de tous et toutes pour que la transition énergétique soit effective", a estimé le vice-président.

Le patron du Ccac, Soumette Ahmed, a saisi l'occasion pour présenter les différents groupes de spectacle de la



région de l'Océan indien lesquels ont déjà commencé à travailler avec certaines écoles primaires publiques.

Ce que la culture peut apporter au développement

Il s'agit de la sensibilisation sur les énergies renouvelables et d'autres activités créatrices comme le recyclage. Quant à la journée du samedi baptisée *"les voix de l'écologie"*, le comédien a fait savoir que la population cible était les enfants pour leur inculquer la transformation des objets, surtout plastiques jetés partout,en jouets. *"Ils doivent découvrir les bons gestes à avoir sur l'énergie.La sensibilisation doit passer par les enfants. Des enfants vont s'exprimer par rapport à leur création. C'est important de voir ce que la culture peut apporter au développement du pays"*, a ajouté l'artiste du Ccac. Des reportages sur l'énergie renouvelable aux Comores et à Madagascar ont été projetés ainsi que des spots de sensibilisation.

Nazir Nazi

Journées de l'énergie : sensibiliser la jeunesse sur les bons gestes

Le vice-président en charge de l'Energie, Djaffar Ahmed Said Hassani, a officellement lancé, vendredi dernier au Retaj, les journées de l'énergie axées sur les bons gestes pour une meilleure efficacité énergetique et environnementale. Plusieurs activités sont programmées durant ces journées : ateliers créatifs et de recyclage, une conférence sous le thème de la gestion des déchets, les énergies, le changement climatique et l'écologie ainsi qu'un spectacle. A noter que le spectacle, organisé au Ccac est destiné à la jeunesse pour qu'elle découvre "les comportements à adopter pour préserver l'environnement".

Lire page 3



COI et ses Projets

Energie Renouvelable

06 Mars 2018

https://alwatwan.net/

Al-watwan
Le premier journal des Comores

Voix de l'écologie : "le déchet ne se ramasse pas et le meilleur déchet est celui qui n'est pas produit"

Samedi 3 mars au Centre de création artistique et culturel des Comores (Ccac –Mavuna) s'est déroulée une conférence-débat nommée "*les voix de l'écologie aux Comores*" dans le cadre des journées de l'énergie.

Organisée par le Ccac-Mavuna et l'association 2 Mains, elle a axé son discours sur la gestion des déchets, les énergies, le changement climatique et l'écologie. Après avoir défini les catégories de déchets, la chargée de mission de la gestion durable des déchets de l'association 2 mains, Clara Janas, a tout d'abord fait savoir qu'aux Comores 400 tonnes de déchets sont produits par jour, une production qui présente des risques sanitaires et environnementaux.

En l'occurrence, la pollution du sol, des océans et de l'air, la prolifération des rongeurs, l'augmentation des maladies. Durant cette conférence dominée par des jeunes, elle a précisé que 79% des déchets étaient des déchets plastiques alors que la durée de ceux-ci est longue. Un sachet plastique a une durée de vie entre 100 à 400 ans, une couche pour bébé "*vit*" entre 400 à 450 ans. "*On note 1,5 millions d'animaux victimes de déchets plastiques dans l'océan. Il est temps d'être conscient du danger des déchets que nous produisons. Malheureusement, les déchets ne se ramassent pas et le meilleur déchet est celui qu'on ne produit pas*", a indiqué Clara Janas.

Energies renouvelables, inépuisables

Pour l'énergie, Ismael Mohamed Hassani du bureau géologique des Comores a ensuite rappelé les principales sources d'énergie aux Comores avant de montrer les inconvénients des différentes sources exploitées actuellement.

Selon lui, elles sont coûteuses, importées, épuisables et produisent du gaz à effet de serre alors que les énergies renouvelables sont propres et inépuisables. Il a à cet effet évoqué le projet du biogaz aux Comores financé par l'Union européenne et la Commission de l'océan indien à hauteur de 178 801,72 euros. "*Ce projet qui va faciliter la gestion de nos déchets aura besoin de la contribution de la population. Parce qu'il faudrait d'abord que les déchets soient triés. Il serait mieux que le tri se fasse dans nos maisons, nos écoles, bureaux, nos places publiques. Ce projet a besoin de tout le monde pour récolter ses fruits*", a estimé l'énergéticien du bureau géologique des Comores.

Pour clôturer la conférence, le patron de l'Association pour la protection de l'environnement-Banda Bitsi (espace vert), Saïd Ahmed Saïd, a parlé des conséquences des changements climatiques ainsi que la volonté de Banda Bitsi de vouloir atteindre l'objectif de "*îles zéro déchet*". "*Aucune politique particulière n'est encore mise en place pour les déchets hospitaliers dans le pays*", ont constaté les membres de ladite association. A la fin de ces échanges, la jeunesse présente à la Ccac a eu droit à un spectacle tout public "*Azafady, ça ne peut pas durer*" du groupe é Moi de la Cie les zonzons. De la comédie axée sur la gestion des déchets. "*Les enfants ici présents ont beaucoup appris en matière de gestion des déchets. Parce que nous devons passer par les enfants pour mieux initier la démarche. Ces enfants vont pouvoir changer les mentalités dans leurs écoles, maisons et lieux de jeux*", a espéré le comédien comorien, Soumette Ahmed.

Nazir Nazi

L'Eco austral
LES IDÉES ET LES HOMMES DE L'OCÉAN INDIEN

05 Mars 2018

http://ecoaustral.com/grand-forum-sur-leconomie-bleue-organise-par-la-coi

Grand Forum sur l'économie bleue organisé par la COI



La Commission de l'Océan Indien (COI) organise un intéressant forum sur le commerce des produits de l'océan du 15 au 17 mars prochains à Maurice.

Il s'agit, pour la COI, de mettre en exergue les impacts du programme Smart Fish et ses perspectives.

Pour rappel ce programme régional de pêche, géré par la COI et financé par l'Union européenne dans vingt pays de l'océan Indien, se concentre sur la gouvernance, la gestion, le suivi, le contrôle et la surveillance des pêches. Mais aussi sur les chaînes de valeur, le commerce, la nutrition et la sécurité alimentaire.

Plus de 150 participants sont attendus durant ces trois journées au Domaine IZI (région de Bambous, ouest de l'Ile).

JACQUES ROMBI

Assomption Island: Importance for biodiversity

Assomption Island is of great importance to biodiversity in Seychelles in its own right, and in terms of its relationship with and potential to impact the biodiversity of Aldabra Atoll.

Relationship with Aldabra: Assomption Island is situated 27km southeast of Aldabra Atoll, which means that the predominant south-east trade winds blow directly from Assomption to Aldabra. For this reason, Assomption needs to be kept "clean" because any toxic pollutants, or invasive species (especially birds and insects) will be carried from Assomption to Aldabra by wind and surface currents. (It is for this reason that the Seychelles Islands Foundation mounted an expensive, labour-intensive, and successful campaign to eradicate two species of invasive birds -- Whiskered Bulbul and Madagascar Fody -- from Assomption to prevent them colonising Aldabra and competing with the endemic birds).

Physical Features : Assomption, 1,171 hectares in area, is 6km long and 1.6km wide, with a total coastline of 17km.

Beaches: Nearly half (46%) of the 17km coastline comprises white calcium carbonate beaches totalling 7,820m in length. A single unbroken beach, 6,000m in length, spans most of the west coast of Assomption. It is arguably the most beautiful beach in all of Seychelles with clear turquoise waters immediately offshore — a potential paradise for tourism.

Dunes and wind-swept beaches: On the south east coast are several high sand dunes, rising to 30 metres above sea level which are a special natural feature of the island that host unique communities of plants and animals. (See following sections). The dunes are situated adjacent to another remarkable beach 1,450m in length. Approximately seven smaller beaches, ranging from 25 to 150 metres in length are scattered along the ruggedly beautiful, wild and windswept eastern coast.

Human history: Originally, Assomption had a remarkable fauna and flora, like that of Aldabra. It hosted massive populations of breeding sea birds and green turtle nesting populations that rivalled those of Aldabra. A population of Abbott's Booby (now extinct in the Western Indian Ocean) roosted in tall trees leeward of the dunes. It had giant tortoises and flightless rails (*tyomityo*). Guano mining began at the turn of the 20th Century, and by 1945 more than 160,000 tonnes of guano (sea bird droppings) had been scraped off the island. Some deposits were recorded as being 15 metres thick. Removal of

the plants caused the demise of the sea birds. Guano workers also heavily exploited the nesting green turtles (see following section).

Biodiversity remaining today: Despite major and tragic losses, much of the biodiversity has survived and there is potential to rehabilitate the island.

Birds: Many of the endemic birds of Aldabra also used to occur on Assomption including a race of flightless rail Dryolimnas cuvieri abbotti, said to be "very common" in 1908 but exterminated by 1937. Likewise, all other endemic land birds with the exception of a race of Souimanga Sunbird were exterminated due to habitat destruction in the wake of guano mining. Assomption also held significant seabird colonies but all species have been exterminated including most notably Abbott's Booby, which survives today only at Christmas island (eastern Indian Ocean). Pied Crow may still breed but may have been exterminated in recent times due to the mistaken belief it is a recent introduction to Seychelles. There is the potential to reintroduce several of endemic land bird species from Aldabra and indeed vagrant records of Comoro Blue Pigeon, Madagascar Coucal and Madagascar Kestrel suggest that natural colonisation may one or more species is a possibility. Many migratory species have been recorded and in total significantly more species of birds have been recorded here than anywhere else south of the Amirantes except for Aldabra (Assumption 76, Cosmoledo 59, Astove 48, Farquhar 53, Providence 42, St Pierre 40).

Sea turtles: When guano exploitation first began in the early 1900s, Aldabra and Assomption may have hosted similar-sized green turtle nesting populations. In fact, with 7.8km of high quality nesting beach at Assomption, compared to only 5.2km at Aldabra, Assomption may have the potential to host more nesting sea turtles than Aldabra. Assomption, however, suffered a much steeper population decline than Aldabra, because the human settlement was located immediately adjacent to the 5km-long principal nesting beach, thus giving the labourers easy access to the nesting turtles at a time when calipee was fetching high prices on the international market. In the early 1900s, at peak season, at Assomption, as many as 200-300 females were reportedly turned per night. The turtles of Aldabra have been well protected since 1968, while exploitation at Assomption continued for some time. In 1984, Mortimer estimated the annual nesting population at Aldabra to be ~2000 females, and at Assomption ~200 females. Both populations have increased since then with protection. Aldabra now hosts the largest green turtle nesting population in the Western Indian Ocean (WIO) region. Given adequate protection of turtles and habitat, the Assomption nesting population can be expected to continue to rise in a similar manner.

Giant tortoises: During the period of guano mining, giant tortoises were eliminated from Assomption, but some were later re-introduced from Aldabra. Today a breeding population of at least several hundred giant

tortoises inhabits Assomption, especially near the dunes where stretches of "tortoise turf" can be found.

Lizards: One endemic species, the Abbott's day gecko occurs on Assomption, along with the native Bouton's snake eyed skink.

Plants & insects: The native Tournefortia argentea (bwa taba) is one of the dominant plants in the dune habitat and elsewhere on Assomption. This is the unique food plant of the endemic day-flying moth Utetheisa lactea aldabrensis, endemic to Assomption, Aldabra, Cosmoledo, Farquhar, Providence and the Glorieuses islands. A special form assumptionis was described from Assomption in 1919. The grasshopper Ptenoscirtus aldabrae, endemic to Assomption, Aldabra, Cosmoledo and Europa, is among the insects that live in the vicinity of the sand dunes. A large diversity of mud-dauber and mud-potter wasps frequent the marshy area next to the dunes. A number of plants with a very restricted distribution are found on Assomption (see accompanying table).

Prepared by Dr. Jeanne A. Mortimer, Pat Matyot & Adrian Skerrett

08 Mars 2018

http://www.midi-madagasikara.mg/societe/2018/03/08/faunes-endemiques-les-braconniers-deciment-les-lemuriens/

Faunes endémiques Les braconniers déciment les lémuriens

Onze Indri Indri et un Propithécus Diadema ont été appréhendés dans la forêt d'Iaroka dans la nuit du 27 février 2018 dernier. Une saisie qui a été le fruit de la collaboration des VOI ou Vondron'Olona Ifotony et des éléments des forces de l'ordre.



Les corps sans vies des 11 Indri Indri et du propithécus Diadema.

Victimes de braconnage, les lémuriens malgaches sont en voie d'extinction. C'est le cas du Propithécus diadema et des Indri Indri qui sont qualifiés parmi les « espèces en danger critique ». Représentant 20% des lémuriens et primates dans le monde avec au moins 123 espèces, les lémuriens malgaches sont victimes de braconnages et de trafics illicites. Les faits sont là – palpables- et ils sont fréquents. Comme l'a fait savoir Jean Etyenne Toto, vice-président de la VOI ou Vondron'Olona Ifotony (un organisme délégué responsable de la gestion d'une partie des aires protégées) dans la forêt d'Andasibe lors d'une conférence de presse organisée à Antsahavola hier.

« Les faits de braconnages sont devenus fréquents depuis les trois dernières années. Nous entendons des coups de feu dans différentes parties du corridor d'Ankeniheny Zahamena » a-t-il ajouté. Avant d'ajouter qu'il y a eu « 12 coups de feu dans la journée du 13 février 2018 ». Ce qui a alerté les membres des VOI et qui ont décidé de prendre en embuscade les trafiquants. Opération réussie qui a permis d'arrêter un membre de la fédération des VOI ainsi que deux armes à feu. Par ailleurs, un autre suspect qui n'est autre qu'un chef de quartier mobile travaillant dans le corridor d'Ankeniheny Zahamena actuellement recherché. L'arrestation a démontré que les trafiquants ne sont autres que les personnes connaissant les enjeux et les lois régissant le trafic des lémuriens à Madagascar. Il convient de noter que ledit trafic est qualifié de crime, et est réprimé par la loi 2006-400.

Actions. Les faits de la nuit du 27 février 2018 semblent avoir été le déclic pour les acteurs œuvrant dans la protection des faunes et flores malgaches.

Leadés par le ministère de l'Environnement, de l'Écologie et des Forêts, les acteurs en question se sont concertés sur les actions à entreprendre pour éradiquer le problème de braconnage des lémuriens et primates. Outre les actions de sensibilisations sur la « protection absolue des animaux en question » – c'est-à-dire interdiction de tuer, de vente et de consommation des primates et lémuriens Indri Indri et Propithécus Diadema – les acteurs entendent mettre en place une brigade mixte. Composée par des éléments de la gendarmerie (ou de la police environnementale) ainsi que des membres de la VOI, cette brigade devrait permettre de mener des actions de dissuasion selon les dires de Guy Suzon Ramangason directeur général de Madagascar National Park. Ce dernier d'interpeller que les « populations locales ne devrait pas être surpris lorsqu'elle sera au courant que la VOI et la brigade mixte effectuant des patrouilles ensemble dans les zones protégées ».

José Belalahy

http://www.ipreunion.com/actualites-reunion/reportage/2018/03/04/creation-d-une-reserve-marine-aux-seychelles-creation-d-une-reserve-marine-aux-seychelles,77463.html

Les Seychelles créent une réserve marine de la taille de la Grande-Bretagne

Le gouvernement des Seychelles a annoncé jeudi la création d'une vaste zone de protection marine au sein de l'archipel, dans l'océan indien, pour préserver ses eaux, essentielles au développement de son économie (Photo d'archives)



Cette réserve, d'une superficie de 210.000 km2 - soit approximativement 15% de la Zone économique exclusive (ZEE) seychelloise - s'inscrit dans le cadre du concept d'"économie bleue", dans lequel les Seychelles, très dépendantes de la pêche et du tourisme, veulent baser leur avenir. "Notre océan engendre des opportunités de développement, mais aussi des responsabilités", a déclaré le ministre seychellois de l'Environnement, Didier Dogley. "Notre océan est central à notre développement et au futur des générations à venir." Il a décrit la création de cette réserve comme "un changement de paradigme dans la manière dont nous gérons et utilisons nos ressources côtières et maritimes".

- Protéger ses 115 îles -

Le dispositif a été rendu possible par un accord conclu en 2016 portant sur le rachat de 21 millions de dollars (17 millions d'euros) de dette publique, grâce à l'intervention de l'ONG américaine Nature Conservancy. Celle-ci a prêté de l'argent au gouvernement seychellois et mobilisé des dons privés, dont un de la Fondation Leonardo DiCaprio, pour financer ce rachat. Ce dernier était conditionné à la création de la réserve, qui permet à l'archipel de protéger ses 115 îles contre les effets du changement climatique, dont le réchauffement, la montée et l'acidification des eaux.

"Cet effort aidera les Seychellois à protéger leur océan pour les générations futures, et servira de modèle pour les prochains projets de protection marine



dans le monde", a déclaré l'acteur américain et défenseur de l'environnement Leonardo DiCaprio, qui préside la Fondation. "Ces protections signifient que toutes les espèces vivant dans ces eaux ou passant par elles sont désormais mieux protégées contre la surpêche, la pollution et le changement climatique", a-t-il ajouté. Près d'un tiers de la nouvelle réserve sera interdite à tout type de pêche. Et le reste de la zone ne sera accessible que par les petits pêcheurs locaux et pas les gros chalutiers d'une industrie qui rapporte 300 millions de dollars (244 millions d'euros) par an au pays.

- "Plan spatial marin" –

Cette réserve comprend l'atoll d'Aldabra, classé au patrimoine mondial de l'Unesco, et qui sert de lieu de nidification aux oiseaux de mer et abrite des tortues imbriquées, des tortues géantes ou des dugong (vaches de mer). D'ici 2020, près d'un tiers des eaux seychelloises seront protégées dans le cadre d'un "plan spatial marin", qui permettra d'empêcher la pêche non réglementée ou illégale, ainsi que l'exploration pétrolière ou gazière, et l'exploitation et le dragage miniers en eaux profondes.

Le président de Nature Conservancy, Mark Tercek, prédit que les Seychelles seront un modèle pour le reste du monde. "Ce que vous voyez aujourd'hui aux Seychelles, c'est ce que prévoyons d'introduire dans les Caraïbes et d'autres régions océaniques confrontées à la menace du changement climatique".

04 Mars 2018

https://www.lemauricien.com/article/accord-de-peche-scelle-lue/

Accord de pêche scellé avec l'UE



Le comité des Pêcheries du Parlement européen a approuvé en début de semaine un accord de pêche de quatre ans avec Maurice. De ce fait, les Espagnols, les Français, les Italiens et les Portugais auront l'autorisation de pêcher dans les eaux mauriciennes jusqu'en 2021.

Le protocole agréé permet à 85 thoniers, dont 34 battant pavillon espagnol, d'écumer cette partie de l'océan Indien, contre le paiement de 2,3 millions d'euros, soit un peu moins de Rs 95 millions entre 2017 et 2021. Le tonnage de poissons autorisé est de 4 000 tonnes. Cet accord a été approuvé par 19 votes pour et trois contre alors que la session plénière du Parlement européen en avril devra valider tout le processus.

La Gazette des Comores

06 Mars 2018

http://lagazettedescomores.com/société/accord-de-pêche-/-10-villages-simpliquent-.html

Accord de pêche / 10 villages s'impliquent

Dix villages issus des trois îles ont signé un programme émanant du premier projet de pêche des Comores, SWIOFish1. La cérémonie s'est déroulée samedi, à Moroni.



La direction nationale des ressources halieutiques (DGRH), à travers le projet SWIOFISH1, vient de lancer officiellement les accords de cogestion au niveau national, du premier projet de gouvernance de pêche et de la croissance aux Comores (SWIOFISH1). Un programme qui touche désormais 10 villages sur l'ensemble des trois îles. Après Mohéli et Anjouan, le tour revient à Ngazidja avec les localités Ndroudé, Nyumamilima et Hantsizi dans la région de Mboikou. À Anjouan, il s'agit de Hadjoujo, Hassimapao, Vassi, Vouani et Sadampoini. Des accords qui portent sur la pêche traditionnelle et artisanale et sur l'exploitation des poulpes. À Mwali, dans les localités de Wella 2 et Ndrondroni, les accords portent sur la pêche traditionnelle et artisanale mais également sur la gestion des informations de pêche. Pour le coordinateur insulaire de Ngazidja, Daraday Youssouf Nombaba, pas de doute, les compromis seront respectés à la lettre : « Nous avons signé avec les pêcheurs eux-mêmes. Donc je suis sûr qu'ils mettront un point d'honneur à respecter ces accords ». Après le lancement officiel, « il ne reste plus qu'aux pêcheurs, à veiller pour que ces accords soient appliqués sur les territoires », indique Sitti Mmadi, responsable environnement du projet Swiofish. Présent à la cérémonie de lancement, un notable de Ndroudé a sollicité l'aide des autorités pour assurer leur sécurité en mer : « Dans mon village, nous comptons 8 à 9 pêcheurs disparus par an. C'est vraiment énorme. Il faut une solution rapide », a dénoncé Said Attoumani. Une réalité que les autorités n'ont pas prise pas à la légère ; le garde-côte, en phase de démarrage, annonce qu'elle est prête à intervenir en cas de problème. « Cela sera possible d'ici trois à quatre mois », a promis un inspecteur qui était présent lors du lancement.

Ibnou Mohamed

La Gazette des Comores

04 Mars 2018

http://lagazettedescomores.com/economie/tourisme-/-fashion-tour-pour-impulser-le-tourisme-aux-comores-.html

Fashion Tour pour impulser le tourisme aux Comores

Une délégation d'un grand opérateur touristique chinois se trouve actuellement aux Comores. Lei Pan (Kevin) et Saleh S. Dola, respectivement manager et coordinateur Chine-Afrique de l'agence Fashion Tour, ont annoncé vendredi lors d'une conférence de presse tenue conjointement avec l'opérateur économique Omar Mouhssine, le soutien et l'implication de l'agence chinoise dans le développement du tourisme comorien.



« Le chef de l'Etat nous demande de fournir les efforts nécessaires pour développer le secteur du tourisme aux Comores. Pour ma part, cela fait déjà un an que je suis en négociation avec des opérateurs du domaine ». C'est ce qu'a confié l'homme d'affaires Omar Mouhssine vendredi, lors d'une conférence de presse tenue conjointement avec des représentants de l'agence touristique chinoise, FashionTour.

Des efforts qui ne sont pas vains, à en croire Omar Mouhssine qui a négocié 9 mois durant avec Fashion Tour, un opérateur qui représente actuellement le tourisme chinois en Tanzanie. Devant la presse, Lei Pan (Kevin), manager de Fashion Tour, assure qu'ils sont établis depuis 10 ans en Tanzanie. Sur place, ils reçoivent 34 000 touristes par an. « C'est énorme et cela est possible car c'est un pays bien organisé », assure Omar Mouhsine qui dit son optimisme quant à l'essor du tourisme aux Comores, même si l'on ne compte pas encore assez d'hôtels sur place pour prétendre accueillir autant de monde.

Fashion Tour, qui serait en contact permanent avec des opérateurs reconnus mondialement installés en Chine, espère mettre en relation ces opérateurs et la partie comorienne. L'agence a dit attendre du gouvernement qu'il puisse leur donner la garantie de la stabilité et la paix dans le pays. Une fois

ce point assuré, FashionTour s'impliquera d'avantage et proposera un séminaire en mai prochain aux Comores, ceci pour "concrétiser ce qu'ils ont vu et cibler les sites touristiques où l'on pourra construire des hôtels". Le président Azali Assoumani étant attendu en Chine en septembre, cela sera l'occasion pour les deux parties, de concrétiser les négociations entamées. Pour Omar Mouhssine, qui parle d'une véritable aubaine", il n'y a pas besoin de négocier avec un pays autre que la Chine pour développer le tourisme aux Comores.

Ibnou Mohamed